

## **Partageons la richesse avec celles et ceux qui la créent.**

Tribune publiée dans le Monde, le 5 février 2018 ([lire ici](#) sur l'édition abonnés)

### **Adoptons une loi contre les inégalités**

L'an dernier, la croissance mondiale s'est élevée à 3910 milliards de \$. Tandis que près de 850 millions de personnes survivent dans l'extrême pauvreté avec moins de 1,9 \$ par jour, 82% de cette croissance a bénéficié aux 1 % les plus riches. Les 50 % les plus pauvres n'en ont pas reçu une miette.

Le chiffre est accablant, presque irréel. Il symbolise le fossé toujours grandissant entre les plus riches et les plus pauvres. La France n'échappe pas à ce constat : entre 2016 et 2017, les 10 % les plus riches détenaient plus de la moitié des richesses nationales quand les 50 % les plus pauvres ne s'étaient partagé que 5% du gâteau, et tandis que le nombre de personnes en situation de pauvreté a augmenté de 1,2 millions de personnes en 20 ans.

Au rythme actuel, l'explosion des inégalités est en voie de constituer, avec le réchauffement de la planète, l'une des menaces majeures du 21<sup>ème</sup> siècle. Les inégalités ne sont pourtant pas une fatalité : elles résultent d'une succession de choix politiques et économiques qui ont abouti à la création d'une économie biaisée. Cette économie, dans laquelle le partage, la solidarité et l'intérêt général ont été délaissés au profit d'une logique de court-terme, nous mène droit dans le mur.

Les grandes entreprises, au coeur desquelles une grande partie de la richesse économique est créée, portent une responsabilité lourde dans la situation actuelle et doivent jouer un rôle dans la lutte contre les inégalités. En leur sein, les écarts de salaires entre les employés le long de la chaîne de production, l'évasion fiscale qui atteint des sommets vertigineux ou la rétribution record des actionnaires, dessinent une société où la rémunération de la fortune supplante de très loin celle du travail. Ces injustices ne peuvent plus durer. Des alternatives existent pour emprunter la voie d'une économie plus humaine et inclusive et permettre un meilleur partage des richesses.

Sans mesures fortes, les pays pauvres et riches resteront privés de leurs recettes fiscales, tandis que les personnes les plus vulnérables, souvent des femmes payées à des salaires qui les enferment dans la pauvreté, demeureront privées d'un accès digne à leurs droits fondamentaux et à des services publics essentiels. Sans mesures fortes, la France, où les inégalités se creusent également, verra ses citoyens et petites entreprises payer la facture des pratiques moralement irresponsables de grandes entreprises, dans un climat de stigmatisation des plus pauvres qui ne font que subir un système économique injuste. Sans mesures fortes, comme le reconnaissent de plus en plus d'institutions comme le Fonds monétaire international (FMI) ou l'OCDE, cet accroissement continu des inégalités, in fine, portera atteinte à la croissance et à la prospérité économique de tou.te.s.

Il est temps de tourner le dos à une économie qui ne profite qu'aux 1% de personnes les plus riches, avec des impacts humains, environnementaux et sociaux ravageurs. L'indignation mondiale et populaire contre les inégalités doit aujourd'hui se transformer en une mobilisation citoyenne, pour que nous pesions de tout notre poids pour rééquilibrer la balance et permettre aux 99 % de vaincre les inégalités et d'éradiquer la pauvreté.

Les acteurs économiques et les différentes parties prenantes de l'entreprise doivent jouer un rôle moteur pour développer des bonnes pratiques. Mais ce combat ne peut être gagné sans mesures publiques ambitieuses. C'est pourquoi, nous lançons cet appel à Emmanuel Macron, le Gouvernement et les parlementaires pour qu'ils adoptent une loi contre les inégalités, au service de l'intérêt général.

Cette loi reposera sur trois piliers garantissant une réduction des inégalités. D'abord, un partage équitable de la richesse créée au sein des entreprises, entre tou.te.s les salarié.e.s et les actionnaires. Ensuite, la lutte contre l'évasion fiscale pour financer les services publics qui réduisent les inégalités. Et enfin, la défense d'un impôt juste et progressif permettant une redistribution équitable des richesses.

Avec cette loi, Emmanuel Macron a l'opportunité de faire de la France un pays pionnier dans la lutte contre les inégalités et dessiner les contours d'une économie plus humaine, inclusive et responsable. Gageons qu'il saura se mettre du bon côté de la balance et la faire pencher pour une société délestée du lourd poids des inégalités extrêmes !

**Signataires :**

**Audrey Pulvar, présidente de la Fondation pour la Nature et l'Homme ;**  
**Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac France.**  
**Aurore Lalucq, codirectrice de l'Institut Veblen pour les réformes économiques ;**  
**Birthe Pedersen, présidente d'ActionAid France - Peuples Solidaires ;**  
**Cécile Renouard, philosophe, enseignante-chercheuse, Essec ;**  
**Christophe Robert, délégué général de la Fondation Abbé Pierre ;**  
**Christian Mouchet, président du conseil de fondation de la Fondation pour le Progrès de l'Homme ;**  
**Claire Fehrenbach, directrice générale d'Oxfam France ;**  
**Claire Hédon, présidente d'ATD Quart Monde ;**  
**Dominique Méda, philosophe et sociologue, université Paris-Dauphine ;**  
**Dr. Françoise Sivignon, présidente de Médecins du Monde France ;**  
**Florent Compain, président des Amis de la Terre ;**  
**Florence Jany-Catrice, économiste, Université Lille 1 ;**  
**François Soulage, président du Collectif Alerte ;**  
**Henri Sterdyniak, co-animateur des Economistes Atterrés ;**  
**Jean-François Julliard, directeur général de Greenpeace ;**  
**Jean-Marie Fardeau, responsable associatif ;**  
**Marie Duru-Bellat, sociologue, Sciences Po Paris ;**  
**Patrick Bertrand, directeur exécutif Action Santé Mondiale de Global Health Advocates ;**  
**Sandra Cossart, directrice de Sherpa ;**  
**Sylvie Bukhari de Pontual, présidente du CCFD-Terre Solidaire ;**  
**Thierry Kuhn, président d'Emmaüs France ;**  
**Thomas Ribémont, président d'Action contre la Faim ;**  
**Xavier Timbeau, économiste, Sciences Po Paris ;**